

Le 20 mars 2014, le club Les Echos Débats en partenariat avec Kurt Salmon et Invest In Reims recevait Luc Oursel, Président du Directoire d'Areva, autour du thème : « Comment réussir la transition énergétique ? ».

Né à Boulogne-Billancourt en 1959, fils de militaire, Luc Oursel est diplômé du prestigieux Corps des Mines. Ingénieur rigoureux, il débute sa carrière à la Comuf et fait ses premières armes en parcourant les mines d'or et d'uranium de France et du Gabon. En 1991, il rejoint le cabinet ministériel de la Défense de Pierre Joxe comme conseiller technique. Par la suite, il occupe des postes de direction générale dans des grands groupes industriels français - Schneider Electric, Sidel et Geodis. Grand manager, il rejoint finalement Areva en 2007 pour en prendre la direction en 2011, succédant à Anne Lauvergeon, autre dirigeante charismatique du groupe.



Luc Oursel a un tableau de marche clair : il faut gérer la période post Fukushima difficile pour l'industrie nucléaire ; renouer le dialogue avec le partenaire historique du groupe, EDF ; redonner confiance aux troupes et enfin réduire les coûts en attendant une embellie du marché mondial.

### « 75 % des Français souhaitent une transition énergétique dans les prochaines années »

« La transition énergétique n'est pas un simple phénomène de mode - c'est un sujet qui s'est imposé et sera inéluctable dans les prochaines années » : Luc Oursel en est convaincu et s'appuie sur un sondage IFOP qui révèle que 75 % des Français souhaitent une transition énergétique dans les prochaines années.

Selon eux, réussir la transition énergétique, c'est assurer l'avenir des générations futures. Il faut donc réussir à inventer un nouveau modèle en remettant en cause la prédominance des énergies fossiles, fortement émettrices de CO2.

Réussir cette transition, c'est, selon Luc Oursel, revenir aux quatre éléments essentiels de toute politique énergétique :

- Fournir une énergie compétitive aux consommateurs et aux industriels,
- Sécuriser l'approvisionnement en énergie, pour s'affranchir des aléas géopolitiques,
- Répondre au défi environnemental en travaillant contre le réchauffement climatique,
- Soutenir l'emploi.

### « La France a de nombreux atouts à faire valoir pour réussir ce défi »

La France fait figure de référence dans le domaine de l'énergie, puisqu'elle dispose :

- D'un système électrique compétitif et de qualité,
- D'une empreinte environnementale réduite (produire 1kWh d'électricité en France revient à ne libérer que 80g de CO2 dans l'atmosphère, contre 450g en Allemagne),
- D'un prix de l'électricité bas par rapport à la moyenne européenne (entre 30 et 40 % de moins),
- D'une indépendance énergétique qui pourvoit à la moitié de sa consommation,
- D'activités fortement exportatrices, comme le nucléaire qui rapporte 6 Mds d'euros par an à la balance commerciale française.

Luc Oursel a ensuite rappelé les principales recommandations formulées par Areva en 2013 dans le cadre du Débat National sur la Transition Énergétique.

### « Il faut des orientations de long terme et un système de pilotage spécifique à la transition énergétique »

La politique énergétique française doit s'articuler autour d'orientations de long terme et mettre en place un cadre réglementaire stable qui favorise les lourds investissements nécessaires.

Comme on l'a vu au niveau européen, une politique énergétique basée uniquement sur une ouverture complète des marchés et une interdiction d'accords à long terme entre industriels ne permet pas de créer une dynamique favorable aux investissements. La Grande-Bretagne a, par exemple, rebroussé chemin et se dirige progressivement vers une re-régulation de son marché.

Les axes qui doivent émerger de cette politique énergétique sont multiples :

- Prioriser les actions d'économie d'énergie, qui sont longues à mettre en œuvre,
- Favoriser les transferts d'usage vers l'électricité qui comporte de nombreux atouts : c'est une énergie locale, facile à réguler, moderne (présente dans l'IT, la domotique, les transports

- urbains) et qui se prête facilement à des actions de maîtrise de la demande en énergie,
- S'appuyer sur nos leaders mondiaux et chercher à consolider leur positionnement,
  - Développer la filière des énergies renouvelables – la France a raté le virage des EnR et a démarré beaucoup plus tard qu'un certain nombre de pays,
  - Développer une politique énergétique évitant tout effet d'emballement ou de choc. En effet, un déploiement accéléré d'une nouvelle orientation ne favorise pas la pérennité du modèle. Il est donc primordial de garantir une articulation cohérente entre politique énergétique et politique industrielle.

A titre d'illustration, l'Allemagne a déjà investi plus de 100 Mds€ dans sa transition énergétique, et la nouvelle coalition est en train de réviser le plan de financement de l'Energiewende à long terme. Le cas de l'Espagne est également éclairant : elle a perdu les trois quarts des emplois de sa filière photovoltaïque, du fait de l'arrêt brutal des subventions.



© Manolo Mylonas

Areva est favorable au développement des EnR en France, à un rythme progressif qui permet l'émergence de filières nationales compétitives et pérennes sur les marchés internationaux.

#### « 50% des français souhaitent un mix énergétique différent »

Luc Oursel rappelle également que seuls 6 % des français sont favorables à un mix énergétique sans nucléaire. La feuille de route du groupe est claire. D'une part, il faut consolider la place et la compétitivité du nucléaire en étant intransigeant sur la sûreté des installations : Areva propose désormais des services et des équipements pour améliorer la sécurité des réacteurs nucléaires mondiaux. D'autre part, il faut faire accéder nos renouvelables à un niveau de maturité technologique qui assure leur compétitivité et trouver par le stockage de l'énergie une solution au problème grandissant de l'intermittence. Dans ce domaine, Areva a développé une stratégie de partenariat, à l'image de la co-entreprise entre Areva et Gamesa, qui crée un leader européen dans le domaine de l'éolien offshore.

En conclusion, Luc Oursel achève son exposé en rappelant les prérequis inhérents à une transition énergétique réussie :

- Un Etat stratège qui donne des orientations long terme,
- Des industries, publiques ou privées, capables de faire les investissements associés,
- Le soutien et l'adhésion des opinions publiques à cette stratégie.

Dans les questions de l'auditoire, le débat s'est ouvert par une question d'Henri Gibier, directeur des développements éditoriaux des Echos, au sujet des grandes conséquences de la catastrophe de Fukushima et de l'émergence des gaz de schiste aux Etats-Unis.

Fukushima apporte trois grands enseignements sur les prérequis du développement et de la réussite du nucléaire. Celui-ci doit garantir une sûreté irréprochable, organiser la transparence autour de celle-ci et préparer en amont les crises potentielles. La période de remise en cause du nucléaire semble être terminée. Seule l'Allemagne aura décidé d'y renoncer définitivement - les décisions de la Suisse et de la Belgique semblant beaucoup plus réversibles. Aux Etats-Unis, la problématique est tout autre, puisque pour la première fois de l'histoire, les prix du kWh produit par le gaz de schiste sont plus faibles que ceux du nucléaire. Le gaz apparaît donc comme un vrai concurrent au nucléaire.

David Barroux, rédacteur en chef Industrie des Echos, a poursuivi le débat par une question plus politique sur le rôle de l'Etat autour du nucléaire, et le tabou qui semble y être associé au niveau gouvernemental. L'invité a nuancé ces propos en rappelant la démarche lancée par l'Etat autour du débat sur l'énergie en 2013, prouvant que l'Etat souhaite réinvestir le domaine de l'énergie, en donnant par exemple un objectif précis de réduction de la part du nucléaire à 50% de la consommation électrique finale. Toute la question tournera donc autour du calendrier de mise en œuvre. L'Etat et notamment le Président de la République, sont engagés et sont de vrais moteurs pour la promotion du nucléaire français à l'international.

#### « Un objectif de 10 EPR d'ici à 2016 »

Les différentes questions de la salle ont finalement été l'occasion pour Luc Oursel de faire un état des lieux sur l'EPR, la technologie la plus récente d'Areva. Six réacteurs ont déjà été vendus dans le monde – Finlande, France, Chine et Grande Bretagne – et l'objectif de vente, qui permettrait d'assurer la rentabilité de l'investissement initial, est de 10 commandes d'ici à 2016.

**Meissa Tall – Associé**  
meissa.tall@kurtsalmon.com

**Julien Cobessi – Consultant**  
julien.cobessi@kurtsalmon.com